

Le budget—M. Hees

hommes d'affaires, et non seulement aux fabricants et aux transformateurs, que la récompense qu'il offrira pour tout accroissement général de l'emploi au cours de l'année sera directement proportionnelle aux augmentations de l'emploi obtenues par chaque entreprise, et que cette récompense prendra la forme d'un abattement fiscal à la fin de l'année. Pour ce faire, il suffirait de comparer le nombre total d'années-hommes payées par une entreprise au cours de l'année d'imposition à l'étude avec le nombre d'années-hommes payées par cette entreprise l'année précédente. La valeur de l'abattement fiscal serait proportionnelle à la hausse de l'emploi et l'entreprise serait en mesure de calculer à l'avance la valeur de la remise qu'on lui octroierait pour avoir su créer de l'emploi.

Les hommes d'affaires canadiens pourraient ainsi calculer à l'avance la réduction des frais de main-d'œuvre que leur vaudrait l'abattement fiscal consenti pour toute expansion qu'ils entreprendraient. A l'heure actuelle, beaucoup de commandes sont inaccessibles aux producteurs canadiens à la fois sur le marché intérieur et sur celui des exportations, à cause des faibles prix offerts par les concurrents étrangers. Une réduction des coûts de main-d'œuvre mettrait une partie de ces commandes à leur portée, en fait je crois que ce serait une bonne partie, et les commandes ainsi obtenues constitueraient un gain net pour l'emploi au Canada.

• (1540)

Des voix: Bravo!

M. Hees: Monsieur l'Orateur, de cette manière, le gouvernement obtiendrait un rendement de 100 p. 100 de chaque dollar qu'il dépense pour accroître l'emploi, au lieu d'avoir à soutenir le programme coûteux de cadeaux que le ministre a présenté à la Chambre et que le gouvernement entend faire adopter par le Parlement. Monsieur l'Orateur, je crois que les hommes d'affaires canadiens seraient enthousiasmés par le programme de stimulants que je viens d'exposer. Je me suis entretenu avec un grand nombre d'entre eux. Ils m'ont affirmé que ce serait exactement le genre de programme qu'ils souhaiteraient tous.

Ils me disent que ce programme d'encouragement peut entraîner la réduction de coût de la main-d'œuvre, de sorte qu'ils pourront reprendre des affaires qui ne leur appartiennent pas à l'heure actuelle. En réduisant leur coût de main-d'œuvre grâce à la réduction directe qui leur sera accordée par le gouvernement d'ici la fin de l'année, proportionnellement à l'augmentation de l'emploi qu'ils auront réalisée, ils pourront lancer de nouvelles affaires à des prix compétitifs, faire marcher le commerce au Canada et créer des emplois qui ne sont pas disponibles pour les Canadiens à l'heure actuelle.

Des voix: Bravo!

M. Hees: C'est pourquoi, monsieur l'Orateur, je tiens à dire par votre intermédiaire au gouvernement et au ministre: oubliez vos confiseries et vos cosmétiques. Établissez des programmes qui permettront de faire face aux problèmes essentiels que connaît notre économie actuelle. Par votre intermédiaire, je tiens également à leur dire que s'ils ne le font pas, ils se verront obligés de traverser la Chambre et se retrouver à votre gauche, monsieur l'Orateur, vers la fin juin.

Des voix: Bravo!

[M. Hees.]

M. Hees: Monsieur l'Orateur, je constate qu'il me reste une minute et demie et j'aimerais éclaircir un léger malentendu qui s'est produit à la Chambre il y a quelques semaines. Après mon allocution sur le discours du trône, le ministre des Finances a pris la parole et déclaré qu'au cours de la partie pour la coupe Grey en 1938, que les Argonauts ont d'ailleurs gagnée en battant Winnipeg 30 à 7, j'étais resté assis sur le banc. Monsieur l'Orateur, j'aimerais préciser à ce jeune parvenu de ministre qu'à l'époque, nous jouions 60 minutes de football et il se trouve que j'ai joué pendant 60 minutes dans cette partie. Je suis heureux d'avoir l'occasion d'éclaircir la situation à ce sujet, monsieur l'Orateur.

Des voix: Bravo!

M. l'Orateur: Le député de Kootenay-Ouest (M. Harding) a la parole.

M. Turner (Ottawa-Carleton): Je soulève la question de privilège, monsieur l'Orateur. J'aimerais retirer officiellement...

M. l'Orateur: A l'ordre. Je prie le député de Kootenay-Ouest de m'excuser mais le ministre des Finances a demandé la parole sur une question de privilège.

M. Turner (Ottawa-Carleton): Monsieur l'Orateur, suite à la déclaration du député, j'aimerais retirer officiellement les paroles que j'ai prononcées au cours du débat sur le discours du trône, et lui dire que je reconnais qu'à l'époque, il jouait pendant 60 minutes, tant à l'offensive qu'à la défensive, mais il me semble que dans des conditions ordinaires, il joue mieux à la défense.

M. Randolph Harding (Kootenay-Ouest): Monsieur l'Orateur, je tiens d'abord à féliciter le ministre d'État chargé de la Science et de la Technologie (M^{me} Sauvé), représentante de la circonscription de Ahuntsic, de son premier discours. C'est un brillant début à la Chambre et j'espère que nous aurons l'occasion de l'entendre à nouveau au cours des mois prochains.

J'ai suivi avec intérêt le débat sur le budget des trois derniers jours. Nous avons entendu des critiques positives et plusieurs excellentes suggestions de la part de députés de tous les partis. Ces propositions devraient être soigneusement examinées par le gouvernement, qui pourrait peut-être en incorporer quelques-unes dans les budgets à venir ou dans les politiques administratives des divers ministères. Notre pays passe par de grandes difficultés économiques et il est évident que le gouvernement a besoin de directives, d'ordre divin et autre.

Le ministre des Finances (M. Turner) a été l'objet de nombreuses critiques pour avoir présenté dans son budget plusieurs mesures du NPD et du parti conservateur, proposées au cours de la campagne électorale il y a environ quatre mois. Nous sommes témoins d'une volte-face complète du gouvernement libéral de l'heure, si l'on songe aux politiques financières qu'il préconisait depuis trois ou quatre ans. Sa politique de resserrement du crédit et les mesures restrictives qui en découlaient ont abouti à un taux de chômage extrêmement élevé et tout à fait inacceptable au Canada. Le budget actuel est tout à l'opposé de la politique antérieure de restriction du crédit du gouvernement, mais on peut lui reprocher surtout de ne pas être assez susceptible d'expansion pour remédier à la crise actuelle du chômage.

Je ne m'en prendrai pas au ministre d'avoir incorporé plusieurs idées du Nouveau parti démocratique et des conservateurs dans son budget. Mais c'est dommage qu'il